LA FIN DU PROTECTORAT RELIGIEUX DE LA FRANCE A JERUSALEM (1918-1924)*

Au début de 1924 disparaissent les derniers vestiges du protectorat exercé par la France depuis quatre siècles – avec la seule interruption de la guerre mondiale – sur les chrétiens « latins » de l'ancien Empire ottoman. C'est en Palestine, et particulièrement à Jérusalem, siège des Lieux saints chrétiens les plus vénérés, la fin d'une époque, celle d'une présence française privilégiée. Pour la diplomatie française, cet échec achève de sanctionner sa défaite dans la bataille engagée dès la fin de 1915 avec les Anglais pour la possession de la Palestine, et perdue pour l'essentiel dès 1918. La liquidation du protectorat est donc l'une des facettes, très méconnue au demeurant, du règlement moyen-oriental intervenu au terme de la Première Guerre mondiale et qui aboutit, entre autres résultats, à donner la Palestine à l'Angleterre.

L'historiographie a jusqu'à ce jour négligé cet aspect du règlement palestinien, préférant s'attacher à comprendre les ressorts fondamentaux du succès anglais et de la défaite française, c'est-à-dire, outre le rapport de force local entre les deux puissances, leur maniement inégalement heureux des facteurs nationaux, sioniste et arabe. Pourtant cette bataille diplomatique qui s'achève en avril 1920 à San Remo laisse deux questions irrésolues, en tout ou en partie : le sort du protectorat religieux et la fixation de la frontière syro-palestinienne. Questions subsidiaires sans doute, mais dont la solution se trouve directement à l'origine des problèmes toujours actuels que sont le régime des Lieux saints et la maîtrise de l'eau dans la région.

Si la France peut en grande partie imposer son point de vue en matière frontalière, refusant le fleuve Litani et le Mont Hermon à la Palestine anglaise et sioniste, elle subit une déconfiture prévisible sur le chapitre du protectorat

* Ce texte est la version revue et corrigée d'une communication présentée en juillet 1992 à l'atelier « *Jerusalem in the Mind of the Western World* », organisé à Jérusalem par *The International Center for University Teaching of Jewish Civilization*.

qui nous occupe ici. Pourquoi la France s'est-elle ainsi acharnée à défendre un facteur d'influence déjà dévalué avant guerre et une cause perdue d'avance ? Quels motifs ont-ils pu décider l'Angleterre, déjà maîtresse de la Palestine et très déterminée à le rester sans partage, à une si longue patience ? Pourquoi enfin la fin du protectorat français ne permet-elle pas de dégager une solution durable au problème des Lieux saints ? À toutes ces questions, le dépouillement des archives du Quai d'Orsay, après les travaux de S.I. Minerbi sur l'attitude italienne et vaticane dans ce domaine¹, nous permettra d'apporter un début de réponse. Il va de soi qu'une étude définitive exigerait en outre une connaissance approfondie des archives anglaises.

Mais avant toute chose, il s'agit de comprendre ce que représente cette institution multiséculaire du protectorat en décembre 1917, au moment où l'armée du général Allenby, dûment escorté par le haut-commissaire français, le diplomate François Georges-Picot, fait son entrée solennelle dans une Jérusalem délivrée des Turcs.

Le protectorat et les Puissances à la fin de 1917

Au moment où pour la première fois depuis les Croisades, la Ville sainte retombe dans des mains chrétiennes, le protectorat a de fait cessé d'exister depuis trois ans. Le 9 septembre 1914, le gouvernement ottoman, profitant du déclenchement de la guerre en Europe, annonce en effet sa décision d'abolir les capitulations à compter du 1er octobre suivant. Or certains de ces traités inégaux arrachés au XVI^e puis au XVIII^e siècle par la France à l'Empire affaibli, – à la fois traités de commerce et traités d'établissement accordant aux sujets français liberté individuelle et liberté religieuse –, fondaient en droit le système du protectorat².

Depuis 1535 en effet, date du célèbre accord passé entre Soliman et François I^{er}, la « Fille aînée de l'Église » a obtenu de protéger ses sujets résidant dans l'Empire, protection élargie en 1740, tant individuellement que collectivement, à tous les religieux de rite latin établis au Levant, quelle que soit leur nationalité, ainsi que leurs établissements. À ces privilèges fondés en droit, la coutume ajouta enfin par la suite la protection des catholiques de rite oriental.

Trois « paradoxes » expliquent la naissance et la longue survivance du système complexe du protectorat, ainsi que sa dévolution à la France. La

¹ Sergio I. Minerbi, *L'Italie et la Palestine, 1914-1920*, Paris, Presses Universitaires de France, 1970, et *The Vatican and Zionism. Conflict in the Holy Land, 1895-1925*, Oxford University Press, 1990.

² Bernard Collin, *Le Problème juridique des Lieux saints*, Librairie Sirey, 1956, et *Les Lieux saints*, Paris PUF, Que sais-je, n° 998, 1969. A. O'Mahony, G. Gunner et K. Hintlian (eds.), *The Christian Heritage in the Holy Land*, Londres, Scorpion Cavendish, 1995.

domination musulmane – arabe dès 638, puis ottomane à partir de 1516-1517 – sur les Lieux saints chrétiens, les sanctuaires et leurs desservants suscite nombre de problèmes qui rendent souhaitables l'intercession et la protection d'une Puissance chrétienne. Car le chef de l'État pontifical et de la chrétienté, le premier intéressé, ne peut entretenir de rapports avec l'Infidèle. Un bras séculier capable, selon les époques, d'amadouer ou de tenir en respect le Turc est donc indispensable ; de même un arbitre capable d'assurer la police du culte à l'intérieur même des sanctuaires où, depuis le XI^e siècle surtout, les divers rites et Églises issus des schismes successifs officient dans un coude à coude haineux. Longtemps ces bons offices vinrent de Byzance, puis de Venise. À partir du XVI^e siècle, la France, « fille aînée de l'Église », mais aussi alliée des Turcs en raison de sa rivalité héréditaire avec l'Autriche, s'impose dans ce rôle avec le soutien du Vatican.

La durée même de l'exercice du protectorat vient consolider la position de la France, protectrice des Latins. L'accumulation d'expériences en fait l'interprète averti d'une tradition d'une complexité infinie et, du coup, la meilleure garante d'une paix toujours précaire. Car la distribution des sanctuaires entre les desservants et l'exercice du culte ont été l'objet, au XVII^e et encore au XVIII^e siècle, de luttes acharnées, souvent sanglantes, entre Latins et Grecs. L'intervention des Puissances chrétiennes, notamment celle de la France en 1690, permet de limiter la déroute des Latins tout en ramenant un calme relatif grâce à la notion de « *Statu quo* » qui sert à désigner la situation de fait existant dans les Lieux saints et qu'il s'agit de faire perdurer telle quelle. Ce *Statu quo des Lieux saints*, fondé sur le *firman* ottoman très sommaire de 1852 et surtout sur un vaste droit coutumier dont il n'existe pas de rédaction officielle, a cependant été reconnu par les Puissances signataires du traité de Berlin en 1878³.

Cette position exceptionnelle de la France implique toute une série de tâches, dont elle souligne volontiers le caractère ingrat, mais aussi des droits et des privilèges honorifiques qui sont autant de signes tangibles de son influence dominante. Au chapitre des tâches, il faut verser le devoir pour les représentants de la France – l'ambassadeur en poste à Constantinople, puis, à partir de 1843, le consul à Jérusalem – d'assister les Latins dans leurs différends ou requêtes auprès du pouvoir ottoman. Au chapitre des tâches encore, et parmi les plus délicates, celle d'arbitrer les conflits entre les communautés desservantes en vertu du fameux *Statu quo* et d'une jurisprudence monumentale, ce qui nécessite parfois de faire appel à la puissance publique. Mais pour prix de leurs efforts, les représentants de la France règnent sur la clientèle catholique et reçoivent lors des cérémonies religieuses célébrées en Terre sainte, notamment

³ Le *Statu quo* est mentionné dans l'article 62 du traité de Berlin. Avant 1914, il n'existe qu'une rédaction non-officielle du *Statu quo*, le *Règlement du Très Saint Sépulcre*, rédigé par le P. Frédéric de Ghyvelde entre 1887 et 1895.

au Saint Sépulcre, des honneurs liturgiques minutieusement codifiés qui en font les personnalités étrangères les plus éminentes de Jérusalem⁴.

Pourtant le protectorat aboli par les Turcs en 1914 n'avait déjà plus tout le lustre d'antan. La France a beau s'être vue reconnaître sa position par le concert européen en 1878, son protectorat sur les individus et les établissements non-français se délite progressivement sous la poussée des nations concurrentes, qui soucieuses d'assurer la protection de leurs nationaux, obtiennent à leur tour de La Porte les capitulations nécessaires. La Russie, dès la fin du XVIII^e siècle et plus encore après 1820, a ouvert le ban en se posant en protectrice des orthodoxes ; d'autres ont suivi, notamment l'Allemagne, et, dernière en date, l'Italie, avec laquelle la France passe un accord en 1905 permettant aux institutions italiennes qui en feraient la demande d'abandonner la protection française. On manque de lumières sur l'érosion réelle de la protection française sur les catholiques de Palestine, mais elle s'est fait sentir, surtout après la rupture diplomatique entre la France et le Vatican et la séparation de l'Église et de l'État en 1904-1905. D'ailleurs les consuls se désolent de voir, disent-ils, le protectorat réduit, outre les établissements français, aux institutions franciscaines de la Custodie de Terre sainte, et du Patriarcat latin. Le tout constitue encore l'essentiel des établissements religieux de Palestine où les Missions françaises se sont multipliées à l'abri du protectorat. La Custodie cependant, organisme international en principe, mais largement italien en fait, n'est plus un point d'appui aussi sûr que par le passé.

Autre signe de la décadence du système : l'impatience de plus en plus marquée des puissances devant les honneurs spéciaux rendus aux représentants de la France dans les sanctuaires. Déjà par exemple l'Association nationale pour les missionnaires italiens, un groupe de pression qui presse le gouvernement de Rome d'intervenir activement en Terre sainte, réclame l'abolition des « hégémonies religieuses » sur les Lieux saints et l'instauration d'une tutelle « universelle et catholique »⁵. D'où les intrigues incessantes autour de la Custodie, soutenue généralement par l'Italie, et le Patriarcat, une antique institution ressuscitée par la papauté en 1847 et qui bénéficie, elle, des faveurs françaises.

Comment la diplomatie française réagit-elle à ces empiétements et ces chicanes ? Certes la tradition du protectorat continue de figurer comme un leitmotiv dans l'arsenal des arguments justifiant les vues impérialistes de la France au Levant, surtout en Syrie. Mais force est de constater qu'à Paris, l'on se résigne en fait à la déliquescence de l'institution, en particulier depuis la

⁴ Le consul, en grand uniforme, occupait un siège et une place spéciale dans les offices. Salué par une formule particulièrement déférente, il jouissait, entre beaucoup d'autres, par exemple du privilège de la présentation de l'eau bénite à l'entrée du Saint Sépulcre et de l'encens dans le sanctuaire.

⁵ Sergio I. Minerbi, *L'Italie et la Palestine, op.cit.*, pp. 152-153.

rupture diplomatique avec le Vatican. Certains diplomates de la vieille école, comme Paul Cambon ou Camille Barrère, le déplorent bien entendu, mais d'autres comme l'ambassadeur à Constantinople, Maurice Bompard, ne partagent nullement ces nostalgies, persuadés que l'arme économique et financière est l'instrument de l'impérialisme moderne. La population chrétienne en Palestine tend d'ailleurs à s'amenuiser. Certes, la France ne renonce pas aux restes – beaux encore – du protectorat, prisé surtout, semble-t-il, à la veille de la guerre, pour ses prolongements scolaires et le soutien qu'il fournit au rayonnement de la langue française en Orient. Ce choix, imposé par la tradition et les convictions catholiques du milieu diplomatique, contribue d'ailleurs à la dissuader de chercher les faveurs d'autres clientèles confessionnelles, en expansion numérique pourtant, comme les Juifs⁶. En revanche, la promotion de l'influence française en Syrie-Palestine doit passer désormais par l'accroissement des investissements matériels – ports, chemins de fer –, comme le montre l'accord franco-turc du début de 1914.

C'est donc un système déjà délabré, aux assises ébranlées par la mésentente franco-vaticane, qui cesse de fonctionner en octobre-novembre 1914. Aboli en droit par la volonté unilatérale de La Porte, le protectorat cesse donc de fonctionner en fait, tandis que sa raison d'être s'évanouit en partie avec l'expulsion par les autorités turques des consuls et des religieux appartenant aux nations de l'Entente. Il n'y eut pourtant aucune déclaration de la France ou de l'Entente à ce sujet, sans doute dans l'espoir dans un tout premier temps de retenir la Turquie de lier son sort à celui des Puissances centrales, puis dans celui de voir la Turquie, entrée en guerre le 2 novembre, conclure une paix de compromis séparée.

Car, jusqu'au printemps 1915, le Quai d'Orsay, comme le gros des rangs du « Parti colonial » intéressés par la Syrie – les « Syriens », comme on les appelle –, espèrent que l'Empire ottoman tirera encore une fois son épingle du jeu en se retirant à temps de la guerre ; ils sont conscients que « la disparition de la Turquie avec la situation privilégiée qu'une longue tradition et des traités formels y assuraient à nos nationaux et à notre pays, (aurait) pour résultat d'atteindre gravement la situation de la France dans cette partie du monde »⁷. De fait la diplomatie française a vite compris que le partage dont elle escompte tirer pour la France une « Syrie intégrale » comprenant la Palestine, devrait s'accompagner de concessions à ses alliés sur le chapitre du protectorat. Ainsi Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Nicolas II, n'accepte de

⁶ Catherine Nicault, *La France et le sionisme, 1896-1914*, thèse, Université de Paris I, 1985, 2 vol., et *La France et le sionisme, 1897-1948. Une rencontre manquée ?*, Paris, Calmann-Lévy, collection « Diaspora », 1992.

⁷ M.A.E., A Paix, 177, lettre d'A. Briand à F. Georges-Picot, délégué auprès de l'ambassade de France à Londres, 2 novembre 1915.

reconnaître à la France sa « liberté d'action » en Syrie-Palestine et en Cilicie, en avril 1915, que « sous réserve d'un régime à établir pour les Lieux saints ». À Georges-Picot qui s'apprête à négocier avec les Anglais le partage du Moyen-Orient, Aristide Briand, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, prescrit sans doute de défendre les droits et privilèges religieux de la France, et même d'obtenir que celle-ci se substitue « simplement (...) à la Turquie pour l'exercice de la police ». Mais il autorise en fait son émissaire à accepter, dans le cas d'un refus « péremptoire » de l'Angleterre, de laisser les Lieux saints aux Français, « la neutralisation de Jérusalem et de Bethléem (...) en spécifiant qu'elle restera limitée aux territoires strictement nécessaires autour des deux cités »⁸.

La collusion des Anglais et des Russes rend finalement inévitable le recours à la formule de l'internationalisation, assortie d'une extension géographique que les Français n'avaient pas prévue. Les accords Sykes-Picot de mai 1916 prévoit donc une « administration internationale », d'une forme encore indéterminée, sur l'essentiel du territoire palestinien, qualifié de « zone brune ». Dès qu'elle obtient la communication de ces accords en octobre 1916, l'Italie, entrée en guerre en avril de l'année précédente, ne perd pas une occasion de marquer qu'elle est « directement intéressée au régime des Lieux saints », comme sa volonté de mettre un terme au protectorat français par le biais de l'internationalisation, solution que prônera jusqu'au bout Sydney Sonnino, l'inamovible ministre italien des Affaires étrangères.

Ce repli français était cependant de pure tactique, l'essentiel étant d'obtenir des Anglais, ses rivaux les plus dangereux désormais au Levant, un accord de partage. Picot et ses amis, les « Syriens » très influents au Quai d'Orsay, comptent bien revenir sur la clause palestinienne, grâce notamment à l'appui russe. Dans ce contexte, les revendications touchant au protectorat lui-même n'avaient pas d'intérêt. Elles en reprennent au contraire lorsque les chances d'obtenir une Palestine française se trouvent ruinées au début de 1917, tant par la première révolution russe que par la perspective de plus en plus menaçante d'une conquête de la Terre sainte par l'Angleterre seule, la France étant incapable de distraire du front occidental la moindre parcelle de ses forces. D'où les démarches de Picot et de Denys Cochin, un politicien catholique de renom, alors sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, auprès du Vatican, en avril et en juin 1917, pour plaider en vain la cause de la reconduction du protectorat religieux dans une Palestine conquise par les Anglais⁹. Contraint d'abandonner l'espoir d'une Palestine exclusivement française, le Quai se résigne d'abord à l'établissement d'un condominium franco-anglais, puis, vers la fin de 1917, à une internationalisation qui permettrait encore à la France de

⁸ *Ibid.* ; *id.*, de M. Paléologue, ambassadeur de France à Petrograd à T. Delcassé, 15 avril 1915.

⁹ Sergio I. Minerbi, *L'Italie et la Palestine, op.cit.*, pp. 155-156.

rester un tant soit peu présente. Dans ce nouveau contexte, l'argument du protectorat, quelque peu délaissé jusqu'alors, retrouve toute sa valeur. La libération de Jérusalem trouve donc une France bien décidée à faire valoir ses droits dans ce domaine. La réussite est douteuse pourtant, lors même que l'Angleterre victorieuse remplace en Terre sainte la débile Turquie et que le Vatican, caution morale du système, tend à profiter des circonstances pour reprendre sa liberté vis-à-vis de la France.

Une première bataille perdue : la fin du protectorat traditionnel de la France dans son principe (1918-1920)

Tout en étant intimement liée aux négociations franco-anglaises sur l'avenir politique de la Palestine, les tractations relatives au protectorat fonctionnent d'emblée sur un mode relativement autonome. D'abord parce que contrairement aux discussions politiques, volontairement gelées de mai 1916 à l'ouverture de la conférence de la Paix en janvier 1919, la lutte autour du protectorat débute à la fin de 1917 dès l'occupation de la Palestine ; parce qu'elles mettent en cause ensuite d'autres intervenants que les sionistes et les arabes, en l'occurrence le Vatican et l'Italie. Paradoxalement, ces interférences, plus que le facteur anglais, desservent la France dans son ambition de rétablir coûte que coûte son protectorat.

Certes la mauvaise volonté britannique est évidente sur ce chapitre, comme sur tout ce qui concerne la Palestine qu'elle considère comme sa chasse gardée depuis que Lloyd George est devenu Premier Ministre en décembre 1916. Mais elle n'ose prendre, dans la phase transitoire de l'occupation, des initiatives radicales en matière religieuse. Sans compter qu'avec son pragmatisme coutumier, elle place manifestement assez loin dans l'ordre de ses priorités la solution du problème des Lieux saints. Le maintien à titre provisoire du protectorat est peut-être même, dans un contexte de tension croissante avec l'allié français, le moyen de lui accorder une satisfaction à laquelle cette dernière attache un prix démesuré, tout en évitant une charge délicate alors même que la défaite turque n'est pas encore consommée. Aussi Allenby promet-il solennellement de respecter les usages en Palestine et laisse-t-il Georges-Picot pénétrer en grand uniforme à Jérusalem comme, autrefois, les consuls de France venant prendre possession de leur poste ou accueillir les dignitaires civils et religieux. S'il est à coup sûr abusif de la part du représentant de la France de prétendre, comme il le fait en décembre 1917, qu'il existe un accord entre les puissances pour que la France continue d'exercer sa protection religieuse, il n'en existe pas moins une sorte d'accord tacite pour que le droit de conquête ne suffise pas à sceller le sort du Moyen-Orient en général. Ajoutons enfin que, puissance protestante patronnant l'entreprise sioniste, il importe aussi à l'Angleterre de ne point brusquer le Vatican. Mais Londres sait aussi pouvoir tabler, pour saper en sous-main le protectorat français à peine

rétabli, sur le désir de la papauté de voir les Lieux saints chrétiens enfin dotés d'un statut international définitif, ainsi que sur les ambitions italiennes.

De fait, F. Georges-Picot éprouve les pires difficultés à faire fonctionner le protectorat, alors même que privé des moyens réels de l'autorité, il attache le plus grand prix à cette institution comme instrument de prestige. La proximité des fêtes de Noël, lors de la libération de Jérusalem, et bientôt après, les cérémonies de Pâques en février-mars 1918 sont autant d'occasions données à l'Italie, via la Custodie, de remettre en cause le protectorat. Un premier incident ne tarde pas à éclater à la veille de Noël 1917 ; tirailé entre la volonté de Picot d'obtenir les honneurs liturgiques lors de la messe solennelle à Bethléem et les protestations du commandant du détachement italien auprès de l'armée d'Allenby, le custode reçoit du cardinal Gasparri, le secrétaire d'État du Saint-Siège, l'avis qu'« une fois cessée (la) domination turque, a cessé également l'ancien protectorat français ». Cette position du Vatican, déjà signifiée à Paris au printemps 1917, est du reste confirmée le 12 janvier 1918 par Gasparri au représentant anglais auprès du Saint-Siège : la fin des capitulations retire tout fondement juridique à un protectorat devenu de toutes façons inutile¹⁰. Aux yeux du Vatican, le protectorat avait donc vécu. Mais en pratique, il abandonne à l'Angleterre le soin de décider du régime transitoire à instaurer en attendant la paix.

Dans ces conditions, l'autorité militaire anglaise résout de ne pas intervenir, résignée au maintien provisoire du *Statu quo* et du cérémonial d'avant-guerre et, la Custodie s'étant scindée en deux factions, Picot continue de jouir des honneurs, en l'absence, il est vrai, des représentants des autres puissances chrétiennes qui s'abstiennent désormais d'assister aux cérémonies. La crise rebondit pourtant avec l'ouverture des festivités pascales à la mi-février 1918. Un nouveau custode, le P. Diotallevi, arrive alors à Jérusalem « muni d'instructions claires concernant la cessation du protectorat religieux »¹¹. Les effets, pour la plus grande satisfaction de l'Italie, sont immédiats : « Après avoir tenu tête pendant un mois au Président custodial et avoir réussi à maintenir malgré lui les traditions, rapporte Picot à son département, je viens de me heurter chez le nouveau custode à une décision que rien n'a pu fléchir. Depuis son arrivée, les honneurs ne sont donc plus rendus, et ne pouvant imposer le cérémonial habituel, force m'a été de rompre les relations avec la Custodie »¹². C'est pourtant le Vatican qui sauve provisoirement le protectorat français. Le 18 mars en effet, le cardinal Gasparri prescrit au custode de rendre les honneurs au représentant de la France jusqu'à la conclusion de la paix¹³.

¹⁰ *Ibid.*, pp. 158-159.

¹¹ *Ibid.*

¹² M.A.E., PA Jean Goût, 9, de Picot à J. Goût, Jérusalem, 20 février 1918.

¹³ Sergio I. Minerbi, *L'Italie et la Palestine, op.cit.*, pp. 161-162 ; M.A.E., PA Albert Defrance, 56, du lieutenant de Saint Quentin à A. Defrance, 28 mars 1918.

À l'origine de cette volte-face vaticane, sans doute la pression de l'épiscopat français, notamment celle de l'archevêque de Paris, le cardinal Amette, sollicité de se manifester par le gouvernement français, ainsi que le souci de ménager les catholiques français réputés très attachés au protectorat. Observons toutefois qu'en faisant une concession sur le calendrier, et non sur le principe – car le secrétaire d'État ne varie pas au fond –, le Saint-Siège semble s'aligner sur la position anglaise, dont il a bien saisi les implications fatales à terme pour la protection française. En réalité, il n'en est rien, puisqu'il redoute le règne anglo-sioniste sur les Lieux saints et appelle de ses vœux un régime international dont l'instauration nécessite à l'évidence de ménager la France. L'Italie en tous cas doit provisoirement se résigner : le 25 mai 1918, l'ambassadeur d'Italie à Paris communique à Stephen Pichon, ministre français des Affaires étrangères, que « le gouvernement du roi ne désire d'aucune façon (...) aborder en ce moment l'examen (du problème du protectorat) et se réserve de le faire avec la franchise la plus amicale au moment de la paix »¹⁴.

En attendant, le protectorat est donc provisoirement sauf. Mais les Français, très conscients de cette précarité, veillent à ménager les susceptibilités anglaises en ne mettant pas trop en avant les honneurs liturgiques. En octobre 1918 par exemple, lors d'un office destiné à célébrer la libération des Lieux saints, le custode juge plus prudent, avec l'accord du représentant de la France, « de n'inviter les divers représentants étrangers qu'au chant du Te Deum qui clôture la cérémonie et au cours duquel il n'eut point d'honneurs spéciaux à rendre au délégué du commissariat de France » ; c'est que, estime ce dernier, « il eut été difficile sans doute de faire admettre à nos alliés qu'au cours d'un office célébré en l'honneur de la libération de la Palestine par les troupes de l'Entente, le représentant de la France bénéficiât d'une situation privilégiée »¹⁵.

Prudents sur les manifestations extérieures du protectorat, les Français déploient par ailleurs une grande énergie à reconquérir des positions au sein de la Custodie, fournissant, en dépit de la pénurie de fonds, une allocation extraordinaire aux missions franciscaines de Terre sainte, et envisageant même de prêter un concours financier direct au custode. De même l'on se réjouit à Paris de voir nommé un vicaire custodial français, et l'on s'attache d'une façon générale à étoffer le nombre des Franciscains français en Palestine. Le ralliement à la protection française des bénédictins belges de l'église de la Dormition, retirée à la branche allemande de l'ordre, est accueilli avec une

¹⁴ M.A.E., E. Levant, Palestine, 8, de Bonnin à S. Pichon, 25 mai 1918 ; de C. au Département, 15 juin 1918.

¹⁵ *Ibid.*, de Durieux, délégué du Haut-Commissaire de France en Palestine à S. Pichon, Jérusalem, 14 octobre 1918.

satisfaction démesurée¹⁶. Mais force est de constater que le protectorat restauré n'est guère plus qu'une façade dès le moment où son exercice exige le recours à la force publique, c'est-à-dire désormais à l'administration militaire anglaise. Cette dernière se fait en effet un malin plaisir à s'esquiver, ce qui a pour effet inévitable d'éroder la confiance des catholiques envers une puissance protectrice incapable de résoudre leurs problèmes. À cette tactique dilatoire, les représentants de la France ont bien une parade, mais elle a ses limites : promouvoir des « arrangements directs » entre les communautés habituées à traiter avec la France et peu désireuses de mêler les Anglais, protestants, à leurs affaires.

À l'ouverture de la conférence de la Paix, la France n'a pas abandonné tout espoir de sauver son protectorat, même si, dans un entretien privé en décembre 1918 à Londres avec Lloyd George, Clemenceau, le président du Conseil français, a explicitement renoncé à la Palestine « de Dan à Beersheba » en échange de la Syrie. Plus tard, le Premier britannique soutiendra que son homologue français avait renoncé du même coup au protectorat, thèse rejetée par la France. Si cet abandon, qu'il n'apprend qu'avec plusieurs semaines de retard, et sur lequel Clemenceau revient d'ailleurs en mars 1919, mécontente fortement le Quai d'Orsay, il ne leur paraît pas entraîner obligatoirement celui du protectorat. Le Quai compte manifestement sur les bonnes grâces récentes du custode, qui, comme le veut l'antique usage, use des bons offices de la France pour transmettre un mémoire exposant les revendications des Latins contre les Grecs aux puissances assemblées, ainsi qu'un décompte des dommages subis du fait des Turcs par les établissements franciscains¹⁷. Quant aux dispositions du Vatican, sur lesquelles Barrère, l'ambassadeur à Rome, ne se fait aucune illusion, il croit possible de les infléchir en agitant la menace du ressentiment des catholiques français, celle encore d'une domination judéo-protestante pour les intérêts catholiques en Palestine, ou encore en faisant miroiter la possibilité d'une reprise des relations diplomatiques entre Paris et le Saint-Siège.

Les désillusions cependant ne tardent pas. Comme le démontre le délégué du haut-commissariat de France à Jérusalem, Durieux, le mémoire du Custode transmis par la France ne manque pas d'ambiguïtés. Surtout le Vatican abrite son mauvais vouloir persistant derrière une Angleterre qui, elle, découvre nettement son jeu. Le 31 mars 1919, il revient ainsi à François Charles-Roux, un collaborateur de Barrère, que « ce qui gênait le Vatican, c'est que l'Angleterre faisait entendre qu'elle avait en poche le désistement de la France

¹⁶ *Ibid.*, de Durieux à G. Picot, 22 mars 1919. La nouvelle fut largement répandue par le Bureau de presse.

¹⁷ *Ibid.*, de Picot au Département, Le Caire, 23 novembre 1918, 22 janvier 1919, 2 février 1919 ; de J. Goût à Picot, 27 janvier 1919 ; de « P » au Département à Picot, 3 février 1919.

à cet égard ». Le diplomate qui ignore encore tout de la conversation Clemenceau-Lloyd George de décembre précédent, esquisse alors ce qui demeure la thèse française après la renonciation définitive à la Palestine : même si la Terre sainte devenait anglaise – ce qu’il est encore loin de tenir pour acquis –, il faut distinguer entre la « question territoriale » et la « question religieuse ». Entre Londres et Paris, Gasparri affecte une neutralité de mauvais aloi ; si, fait-il savoir, Français et Anglais parviennent à un accord – mais il le sait impossible –, il « sanctionnerait tout ce que nous voudrions (...) tant pour la protection des Lieux saints que pour le protectorat sur les religieux catholiques de toutes nationalités en Palestine ». Cependant le custode ne cache pas à Picot que « toutes les manifestations extérieures, conséquence du protectorat, cesseraient *ipso facto* au moment de la signature de la paix avec la Turquie »¹⁸.

Le calendrier trop lourd de la conférence de la Paix ainsi que, dans ses coulisses, le blocage de la négociation syro-palestinienne retardent, il est vrai, la conclusion du traité turc que l’on commence à élaborer seulement à la fin de 1919. Mais en septembre, dès lors que les Anglais laissent les Français prendre la relève militaire au Liban et en Syrie, abandonnant l’émir Fayçal à son sort, le processus du règlement final est enclenché : les Français renoncent à leurs prétentions sur la Palestine – qui étaient surtout devenues un argument de marchandage – en échange d’une Syrie largement taillée autour de Beyrouth et de Damas. On avait déjà envisagé au Quai une solution de repli pour l’aspect religieux de la question : les Lieux saints, dit-elle, « pourraient être placés sous l’autorité d’une commission internationale ayant un caractère analogue à celui de la commission internationale du Danube », dont la présidence « devrait, le cas échéant, revenir au délégué français qui recevrait en même temps le titre de gouverneur de Jérusalem ». Mieux encore : il s’agissait aussi d’étendre la protection aux Lieux saints musulmans¹⁹. C’est bien là l’ébauche du futur projet de commission internationale des Lieux saints. En attendant, on assiste, au tournant de 1919 et 1920, à un véritable carrousel épiscopal en Palestine : après le cardinal Bourne, venu rappeler que l’Angleterre compte aussi des catholiques, et le cardinal Giustini, porte-flambeau de l’Italie, c’est au tour du cardinal Dubois, archevêque de Rouen, de fermer le ban avec un lustre encore permis par le régime du protectorat²⁰. Mais à l’évidence ses jours sont comptés : les tentatives faites par Clemenceau, le 22 mai à Paris, puis par Paul

¹⁸ *Ibid.*, transcription d’une conversation entre « M. Herzog », représentant le cardinal Amette, et « C-R. » (Charles-Roux), 31 mars 1919. Archives nationales, 16N 3202 D21, de G. Picot au Département, Beyrouth, 9 juillet 1919.

¹⁹ M.A.E., E Levant, Palestine, 8, de la direction des Affaires politiques au secrétariat de la conférence de la Paix, 6 avril 1919. Ce projet est présenté dans ce document comme celui tracé dès décembre 1917 par Picot et Sykes de concert. Nous n’avons pas trouvé de traces directes de ces conversations.

²⁰ Sergio I. Minerbi, *op.cit.* ; sur la mission du cardinal Dubois, dépêches et journal de voyage dans M.A.E., PA Jean Goût, 8 ; PA Charles-Roux, IX ; PA R. Coulondre, 2.

Cambon en février 1920 à Londres, pour réserver la question des Lieux saints n'ont toutes deux pas fait long feu.

Si le futur traité de Lausanne avec la Turquie n'est pas encore prêt au printemps 1920, les succès de Mustapha Kemal en Anatolie ainsi que la volonté française de chasser Fayçal de Syrie obligent Français et Anglais à en finir avec le partage si longtemps différé. La question est donc réglée à la conférence de San Remo, le 24 avril 1920. Poussé par Charles-Roux, le nouveau président du Conseil français, Alexandre Millerand, se décide à réitérer sa demande à l'Angleterre, futur mandataire en Palestine, de « ne pas toucher aux droits traditionnels existants », soit au protectorat français. Mais la réaction ferme de Lloyd George et de Nitti, le président du Conseil italien, le contraint à renoncer formellement au maintien des « privilèges spéciaux » de la France en Palestine. « Il n'y aura plus aucune question de protection des catholiques en Orient de la part d'une nation ou d'une autre, résume Nitti, (...) les communautés religieuses ne pourront plus réclamer que leurs droits soient protégés plutôt par les représentants d'une puissance que par ceux d'une autre et (...) il n'y aura lieu à aucune réclamation contre les religieux qui ne voudront pas rendre les « honneurs » à la Nation qui les réclame »²¹. Toutefois le soutien italien à l'Angleterre a un prix, auquel Lloyd George ne peut que souscrire : la constitution d'une Commission internationale des Lieux saints. L'idée, déjà envisagée, comme l'on sait, par la diplomatie française, peut apparaître à Millerand comme une planche de salut, d'autant qu'il obtient à son tour que le président de la commission soit nommé, non par la puissance mandataire, mais par le conseil de la Société des Nations. La renonciation au protectorat par la France à San Remo ne va donc pas sans arrière-pensées comme les Anglais ne tardent pas à s'en rendre compte.

La consommation de la défaite française (1920-1924)

Pendant les quatre années suivantes, la France joue en effet de tous les artifices, de toutes les arguties possibles, pour conserver certains privilèges religieux en Palestine, soit en sauvant quelques apparences du protectorat d'autrefois, soit en obtenant une place prédominante au sein de la commission des Lieux saints. Un jeu auquel elle ne peut se livrer qu'en trouvant un certain soutien auprès du Vatican, lequel, à l'instar des diverses puissances intéressés, attise en fait les rivalités pour tenter de parvenir à ses propres fins.

Pour les Anglais, comme d'ailleurs pour les Italiens, il ne fait aucun doute que le protectorat a vécu. Herbert Samuel, le premier haut-commissaire anglais en Palestine, le rappelle au cardinal Gasparri : « il n'y avait plus de protectorat

²¹ *Ibid.* et surtout M.A.E., E Levant, Palestine, 8, copie des « Notes du secrétaire (italien) prises au cours de la réunion tenue le 24 avril 1920 à 16 heures à la villa Devachan ».

français, (...) la France y avait renoncé à San Remo »²². Position vigoureusement signifiée par Lord Curzon au Vatican le 6 août 1920, mais que contestent les Français, inspirés notamment par leur nouveau chargé d'affaires au Vatican, Doulcet. En décembre 1920, peu avant Noël, la thèse du Quai, communiquée à Londres, est la suivante : à supposer même que les notes prises par le secrétaire italien à San Remo, qui font foi dans cette affaire, aient « la valeur d'un procès-verbal contradictoire révisé et signé par les parties en cause », Millerand n'a jamais renoncé aux privilèges français qu'en Palestine, et non dans tout l'Orient ; de surcroît il n'a renoncé qu'au droit d'intervention et non aux honneurs. En conséquence, « si le représentant de la France ne peut plus exiger les honneurs, il est toujours en droit de les accepter, (...) rien n'empêche le Saint-Siège d'en prescrire le maintien, (...) rien n'autorise l'Angleterre à en interrompre la tradition ». Or ce maintien est légitime et souhaitable. Légitime, car « les honneurs n'étaient pas seulement, comme le soutient Lord Curzon, la conséquence et le symbole de ce protectorat (...) ; ils étaient aussi et d'abord, le souvenir d'un passé que nul ne peut abolir ». Souhaitable parce que l'Angleterre, puissance protestante, ne peut y prétendre et que « son Haut-Commissaire en Palestine est israélite et que le Saint-Siège, n'a jamais admis sous le régime antérieur que les honneurs fussent rendus à un agent non catholique de la Puissance protectrice »²³.

De fait, dans les sanctuaires de Jérusalem et de Palestine en général, les honneurs sont bel et bien maintenus par le custode et le patriarche latin sur les instructions du Saint-Siège. Manière pour le cardinal Gasparri de signifier à Londres son mécontentement devant la « judéisation » de la Terre sainte et les entraves mise aux pèlerinages et à la venue des religieux autres qu'anglais. Si les capitulations venaient à disparaître, déclare-t-il à Herbert Samuel, « les Latins n'auraient plus besoin d'un défenseur dans le sens du protecteur, mais (...) ils pouvaient encore avoir besoin d'un défenseur dans le sens d'avocat ». Quant à la commission envisagée, le cardinal ne cache pas qu'elle « ne lui souriait pas beaucoup, qu'il ne voyait pas bien comment elle serait constituée, mais que là aussi il était naturel et utile de se faire assister d'un avocat, d'un conseiller ». Ce qui ne l'empêche pas en même temps d'aviser la France que le maintien provisoire du *Statu quo* et des honneurs consulaires ne préjuge nullement de l'avenir²⁴.

²² M.A.E., E Levant, Palestine, 8, de Doulcet à A. Millerand, n° 37, non daté.

²³ M.A.E., E Levant, Palestine, 9, de Doulcet à G. Leygues, 15 novembre 1920 ; note « Les honneurs liturgiques dus aux agents de la France en Palestine », 14 décembre 1920 ; dépêche du Département pour plusieurs postes (dont Londres), 16 décembre 1920. M.A.E., E Levant, Palestine, 27, de Poincaré à Lord Hardinge, ambassadeur d'Angleterre à Paris, 24 août 1922 (lettre laissée sans réponse). La thèse du non-renoncement au protectorat en Orient, sauf en Palestine, semble avoir été rapidement abandonnée.

²⁴ M.A.E., E Levant, Palestine, 8, de Doulcet à Millerand, n° 37, *op.cit.* ; 9, de Doulcet au Département, 21 et 27 décembre 1920.

Si bien que, contre toute attente, non seulement la France continue de jouir des honneurs traditionnels, lors d'offices toujours boudés, il est vrai, par les représentants des autres nations, mais elle persiste dans son rôle d'intervention et d'arbitre, pour la plus grande irritation de la Puissance mandataire, contrainte de ronger encore son frein en raison de l'échec du traité de Sèvres d'août 1920, des délais nécessaires à la ratification des mandats et à la rédaction d'un nouveau traité turc (traité de Lausanne, 1923). Mais lorsque le représentant de la France se tourne vers elles pour l'aider à résoudre tel ou tel problème – réparation nécessaire à l'Étoile de Bethléem en août 1920, incident à Gethsémani entre Franciscains et Grecs orthodoxes en octobre – les autorités anglaises ne se contentent plus de faire la sourde oreille ; elles font savoir aux intéressés qu'ils auraient tout intérêt à s'adresser directement à elles. Du coup, comme le note Doulcet, « notre privilège tombe de lui-même, puisqu'il n'existait qu'en fonction de l'efficacité de la protection que nous étions en mesure d'assurer du temps des Turcs »²⁵. De même, piégée par sa thèse du respect nécessaire du *Statu quo* en attendant la restauration officielle de la paix, et lâchée par l'Italie, la France doit accepter de retirer en février 1921 le détachement français stationné au Saint Sépulcre²⁶.

L'Angleterre ne parvient à sortir de cet imbroglio qu'après la ratification du traité de Lausanne, au début de 1924. Assailli de notes anglaises « fort sèches », le cardinal Gasparri avise Paris le 17 février « que le Saint-Siège ne peut pas ne pas tenir compte des remontrances du Gouvernement anglais et, par suite, se voit dans la nécessité d'ordonner que les honneurs liturgiques en Palestine cessent d'être rendus aux Représentants de la France ». Doulcet réussit encore à obtenir un délai de grâce en invoquant une prétendue « conversation diplomatique » en cours avec l'Angleterre. Le temps pour Paris de susciter les pressions de l'épiscopat français, en vain cette fois. Le 18 mars 1924, le nonce, Mgr Ceretti, vient signifier au Quai la fin irrévocable des honneurs liturgiques « sauf dans les édifices qui sont propriété française ; dans les autres, ces honneurs ne seront plus rendus à personne »²⁷. Maigre consolation pour la France, qui, pour éviter une humiliation aux fêtes pascales suivantes, rappelle son consul sous un prétexte soudain, puis, vérification faite de l'application de

²⁵ M.A.E., E Levant, Palestine, 8, de Doulcet à Millerand, 22 juin 1920 ; E Levant, Palestine, 9, de J. Raïs, consul de France à Jérusalem, à Millerand, 17 août 1920 ; de Raïs au Département, 3 octobre 1920 ; de Raïs à Briand, 28 juillet 1921 ; de Doulcet à G. Leygues, 19 octobre 1920.

²⁶ Les Italiens, qui, comme les Français, avaient obtenu d'envoyer un détachement symbolique pour la conquête de la Palestine, montaient également la garde au Saint Sépulcre. Sur cette affaire : M.A.E., E Levant, Palestine, 9.

²⁷ M.A.E., E Levant, Palestine, 27, de Doulcet à Poincaré, 17 février 1924 et 9 avril 1924 ; notes sur la visite du nonce à M. de Peretti (par Louis Canet), 18 mars 1924.

la mesure, choisit de désertier les cérémonies du Saint Sépulcre pour se rabattre sur les fastes intacts des édifices français²⁸.

Obtenir une position privilégiée au sein de la Commission internationale des Lieux saints était une autre voie ouverte depuis avril 1920 devant la France pour conserver des bribes de son protectorat défunt. L'idée d'une instance internationale et multiconfessionnelle s'est en effet concrétisée dans l'article 95 du traité de Sèvres, repris par l'article 14 du texte du mandat palestinien, ratifié en juillet 1922. La France s'en accommoderait à condition d'obtenir la présidence de la commission. Le Vatican, lui, juge « très insuffisantes les garanties données aux catholiques » et voudrait obtenir pour la commission « un statut qui en exclurait les Juifs ». Mais là encore, l'Italie, la France et le Vatican s'avèrent incapables de former un front uni. Les Italiens refusent naturellement les prétentions françaises. Le Vatican se satisferait d'un président belge. Quant à la France, il lui est impossible d'« adopter les critiques du Saint Siège », ayant préparé les textes des « mandats A » de concert avec l'Angleterre et pris l'engagement répété d'appuyer le gouvernement britannique²⁹. En vérité, les tractations fort complexes relatives à la constitution et au rôle de cette fameuse commission sont en partie responsables du retard avec lequel la S.D.N. a ratifié les mandats.

On comprend que ces attermoissements ne fassent nullement l'affaire des sionistes, engagés par ailleurs dans de difficiles négociations frontalières avec la France. C'est donc bien, semble-t-il, pour ouvrir la voie à la ratification que les sionistes interviennent pour la première fois dans ce domaine en février 1922. Sokolov exprime alors à Millerand son « souci (...) de voir la France occuper un poste essentiel dans les Lieux saints ». De son côté le sénateur Anatole de Monzie, gagné à la cause sioniste et tenté pour son compte personnel par la présidence de la commission internationale, se charge de communiquer en haut lieu à Paris, où l'on ne néglige rien, ces « dispositions amicales » des sionistes³⁰. À la veille d'une ratification qui n'est pas encore assurée, les sionistes renouvellent leurs offres de service.

Ils n'ont cependant aucun poids à Londres sur ce chapitre. Le gouvernement anglais continue de se montrer « absolument opposé à la constitution d'une commission permanente ayant un caractère politique dont les membres seraient nommés par d'autres que par lui ». Tout juste propose-t-il dans une nouvelle

²⁸ *Ibid.*, de Poincaré à plusieurs postes (dont Jérusalem), 24 mars 1924 ; de Raïs au Département, 26 mars 1924 ; de Ballereau, gérant du consulat de Jérusalem, 18 et 21 avril 1924.

²⁹ M.A.E., PA A. Millerand, 66, lettre manuscrite de J. Goût à Millerand, 26 mai 1922.

³⁰ M.A.E., E Levant, Sionisme, 16, de A. de Monzie à Poincaré, 8 février 1922 ; « Note sur le sionisme », 17 février 1922 ; M.A.E., E Levant, Palestine, 9, de Poincaré à de Monzie, 9 mars 1922.

version de l'article 14 une « commission temporaire de juristes » avec une présidence tournante³¹. Ce qui évidemment ne fait l'affaire ni de la France ni du Vatican. Début juillet encore, l'opposition du Saint-Siège et le soutien des Espagnols dont c'est le tour de présider le conseil de la S.D.N., encouragent une résistance française qu'inspirent les conseils du Père Dhorme, prieur des Dominicains de Jérusalem, et ceux de Louis Canet, le conseiller du Quai pour les Affaires religieuses. Malgré d'ultimes hésitations, la France décide cependant, pour les besoins de sa politique syrienne, de ratifier les mandats, renonçant du même coup à son moyen de pression essentiel dans la question de la commission. Même si des tractations continuent quelques mois encore, l'affaire a perdu toute chance d'aboutir. Prenant acte d'un échec dont elle se félicite, l'Angleterre ne donnera pas vie en définitive à la Commission des Lieux saints, préférant tenir elle-même le rôle que la France avait longtemps occupé.

Ainsi, après six années de résistance acharnée, la défaite française était complète. L'investissement, à l'évidence démesuré, de la diplomatie française dans la défense du protectorat, moyen d'influence dépassé, est donc très comparable à l'attitude irrationnelle des Italiens sur le même chapitre, telle que l'analyse S.I. Minerbi. Pas plus qu'eux, les diplomates français ne se montrent capables de sortir de conceptions et de comportements archaïques pour imaginer une nouvelle stratégie d'influence adaptée aux réalités.

D'une valeur douteuse pour les intérêts nationaux rivaux, la lutte connaît en outre une issue longtemps préjudiciable à la paix religieuse en Terre sainte. Car, en reprenant à son compte le protectorat religieux, l'Angleterre choisit délibérément de ne pas appliquer une décision internationale, en quelque sorte par droit d'occupation. C'est à l'évidence un exemple pernicieux. La puissance mandataire et protectrice devra en outre faire face à des troubles affectant non plus seulement les Lieux saints chrétiens, mais aussi et surtout les sanctuaires juifs et musulmans. D'où une situation de plus en plus inextricable. Mais les puissances catholiques portent elles-aussi une lourde responsabilité dans cet état de fait : incapables de faire taire les rivalités passées, elles ont contribué à faire échouer la première mouture des diverses formules d'internationalisation des Lieux saints imaginées jusqu'à nos jours.

Catherine Nicault
Université de Poitiers, CRFJ

³¹ M.A.E., PA A. Millerand, 66, de J. Goût à Millerand, 26 juin 1922.